

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Aquitaine - Limousin - Poitou-Charentes

Limoges, le

10 MAI 2016

Service stratégie régionale du développement durable
Unité Autorité Environnementale
Site de Limoges

Le Préfet

à

Nos réf. : F07416P0051 / 2016-000898
Affaire suivie par Lewis BEGARD
lewis.begard@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 05 55 12 95 61 – Fax : 05 55 34 66 45
Courriel : ae.srdd.dreal-limousin@developpement-durable.gouv.fr

Madame Huguette COGNERAS
2, rue Ernest Lefèvre
75020 Paris

Objet : Notification de décision

P.J. : Arrêté n° 2016 / 55

En application de l'article R122-3 du code de l'Environnement, je vous prie de trouver sous ce pli, la décision formulée par l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement concernant le projet suivant :

Nature du projet : Boisement de la parcelle n° BD37 représentant une surface totale de 0,5785 ha

Localisation : « Labassat » - 23200 Néoux

Numéro d'enregistrement : 2016-000898

Nature de la décision : L'opération de boisement n'est pas soumise à étude d'impact

Je vous informe que cette décision sera mise en ligne sur le site internet de la DREAL Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes à l'adresse suivante : <http://www.limousin.developpement-durable.gouv.fr/les-demandes-et-decisions-de-l-a1175.html>.

Il vous revient d'en faire figurer une copie dans les dossiers de demande relevant d'autres procédures qui requièrent sa présence en tant que pièce constitutive du dossier.

De même, si votre dossier se trouve soumis à enquête publique ou obligation de mise à disposition du public conformément à l'article L.123-2 du code de l'environnement, une copie de la présente décision doit être produite.

Je vous rappelle que la procédure d'examen au cas par cas ne dispense pas votre projet des demandes d'autorisation relevant d'autres procédures auxquelles il peut être soumis notamment de l'autorisation de boisement qui doit être formulée auprès de la Direction Départementale des Territoires de la Creuse.

Votre projet se situe dans le bassin versant de « La Rozeille et ses affluents », classé réservoir biologique et en liste 1 des cours d'eau du bassin Loire-Bretagne au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement.

Bien que votre demande ne soit pas soumise à la réalisation d'une étude d'impact, je souhaite attirer votre attention sur le fait que les conditions de réalisation de votre projet ne devront pas compromettre l'équilibre et les fonctionnalités écologiques propres au territoire concerné.

Copies :

- Préfecture
- ARS
- DDT

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Régional de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement,
La Responsable du Pôle EE



Valérie DUBOURG

PRÉFET DE LA REGION AQUITAINE-LIMOUSIN-POITOU-CHARENTES

**Arrêté n° 2016 / 55
portant décision d'examen au cas par cas en application
de l'article R.122-3 du code de l'environnement**

Projet de boisement à Néoux (23)

**Le Préfet de la région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes,
Préfet de la Gironde,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du préfet de région n° 2016-03 du 04 janvier 2016 portant délégation de signature à Monsieur Patrice GUYOT, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2016-000898 relative au projet de boisement d'une parcelle représentant une superficie totale de 0,5785 ha, demande reçue et considérée comme complète le 19 avril 2016 ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 20 avril 2016 ;

Vu l'avis informel du Commissariat de Massif Central (CMC) en date du 29 avril 2016 ;

Considérant la nature du projet :

- qui porte sur le boisement de la parcelle n° BD37, sise au lieu-dit « Labassat », sur le territoire de la commune de Néoux (23200) ;
- qui relève de la rubrique 51°c) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- dont la finalité vise le repeuplement en feuillus (peupliers) des parcelles concernées ;

Considérant la localisation, les sensibilités et les enjeux environnementaux inhérents au secteur à boiser qui se situe dans le bassin versant de « La Rozeille et ses affluents », classé réservoir biologique et en liste 1 des cours d'eau du bassin Loire-Bretagne au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet devra être en conformité avec les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne ;

Considérant que les éventuels effets du projet peuvent être appréhendés et encadrés au-travers de prescriptions formulées lors de la délivrance de l'autorisation de boisement ;

Considérant qu'au regard des éléments apportés par le pétitionnaire et des connaissances disponibles au moment de la demande le projet ne serait pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement au titre de l'annexe III de la directive 2011/92 UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 ;

ARRÊTE

Article 1

L'opération de boisement conduite par Madame Huguette COGNERAS - dossier n° 2016-000898 - n'est pas soumise à étude d'impact.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis et ne préjuge pas des décisions ultérieures pouvant être émises au titre d'autres procédures exigibles.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la DREAL Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes.

Fait à Limoges, le **10 MAI 2016**

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Régional de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement,
La Responsable du pôle EE



Valérie DUBOURG

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact :

Le recours administratif préalable est obligatoire sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à

Monsieur le préfet de la région Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes
4 bis Esplanade Charles-de-Gaulle
CS 41 397
33077 Bordeaux Cedex

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à

Monsieur le préfet de la région Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes
4 bis Esplanade Charles-de-Gaulle
CS 41 397
33077 Bordeaux Cedex

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à

Madame la ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer
Grande Arche
Tour Pascal A et B
92055 La Défense cedex

Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Limoges
1 Cours Vergniaud
87000 Limoges